

Interpellation de G. VAN GOIDSENHOVEN, Conseiller communal, relative au "village de testing" et à l'appel aux candidatures auprès des services communaux.

G. VAN GOIDSENHOVEN donne lecture du texte suivant :

G. VAN GOIDSENHOVEN geeft lezing van de volgende tekst :

La commune a donc ouvert un village de « testing » le 16 novembre dernier sur le parking « Bizet ». A cet effet, elle a besoin de personnel pour assurer le suivi administratif ou même pour du paramédical. L'appel à candidatures mentionnait les éléments suivants :

« Quel que soit votre parcours professionnel, vous apporterez une aide précieuse au sein de ce village de test. Que ce soit pour des soins médicaux, la gestion administrative ou même une simple présence. Toutes les compétences et toutes les disponibilités, même très limitées, seront les bienvenues. Notez qu'outre votre salaire habituel, une prime de 30€ bruts par jour sera allouée »

Le Collège peut-il nous faire le point sur la récente mise en œuvre de ce village destiné aux tests « COVID » ? Comment fonctionne-t-il depuis lundi 16 novembre ? Pouvez-vous nous faire le point sur la collaboration avec la « COCOM » ?

Comment s'organise pratiquement le travail au quotidien ? Pouvez-vous également faire le point sur le résultat de votre appel à candidatures auprès du personnel communal ? D'autres soutiens en termes de personnel rémunéré ou bénévole ont-ils été envisagés ?

G. BORDONARO donne lecture du texte suivant :

G. BORDONARO geeft lezing van de volgende tekst :

A la demande de la Région bruxelloise, la commune a mis en place dans le courant du mois de novembre un village de « testing Covid », situé à « Bizet ». Nous avons appris au passage que la commune est chargée de tout mettre en place avec ses propres forces, sans aucune aide logistique et en termes de renfort de personnel de la Région. Celle-ci va néanmoins rembourser les coûts engendrés, c'est la moindre des choses. Dans ce cadre-là, le Collège lance un appel au personnel communal d'autres services qui souhaiterait aider à la mise en œuvre de ce « centre de testing ».

Ma question est la suivante : comme vous avez déjà lancé cet appel, combien de personnes ont répondu positivement et quels sont les services concernés ? Avez-vous évalué les impacts pour ces services ?

G. VERSTRAETEN :

Ja, zonder twijfel ik zal heel kort zijn. Ik wou gewoon, om te beginnen, het gemeentepersoneel dat er aan meewerkt om dat mogelijk te maken bedanken. Mijn vraag ging eigenlijk zuiver over de steun die vanuit de « GGC » komt. Hoe zit het met de financiering, de gemeente maakt hier momenteel kosten voor. Zal de « GGC » die terugbetalen ? Zijn er ontkosten qua personeel ? Minister Marron heeft eigenlijk, op het niveau van de « COCOM », laten verstaan dat er wel degelijk substantiële steunen voor het aanwerven van verplegers, onder meer, bestaat. Het lijkt dat men daarvoor een consortium uitgewerkt heeft op het niveau van de « GGC ».

Monsieur le Bourgmestre-Président :

Effectivement, j'ai déjà parlé de ce document que nous avons reçu au début de l'année scolaire, dans le courant du mois de septembre, document de la « COCOM », qui demandait que les communes n'agissent pas en ordre dispersé, en ce qui concerne la politique de testing. Nous attendions donc des instructions pour agir de manière coordonnée. A la mi-octobre, on a effectivement appris qu'il y aurait tout un village qui concernerait l'ouest de Bruxelles en collaboration avec l'hôpital « Érasme ». Ce n'est que le 9 octobre qu'on a appris très concrètement que ce village qui concernerait l'ouest de Bruxelles allait devoir être mis physiquement en place par les services communaux. Sachant en plus que l'hôpital « Érasme », et c'est tout à fait compréhensible à ce moment-là, a dit que nous étions en plein pic épidémiologique. Il n'était donc plus à même de pouvoir nous apporter le soutien médical. Nous avons lancé un financement à 100 % de la « COCOM » et de « l'INAMI ». Ces deux organismes se partagent le financement de l'opération. Je n'ai pas de raison de croire que l'ensemble des coûts ne seront pas couverts et financés par ces deux organismes mais l'opération doit être montée à 100 % par la commune sur le plan logistique et sur le plan administratif. Vous avez certainement pu voir ce village constitué de containers qui permettront aussi d'avoir des conditions tout à fait correctes pendant l'hiver. Le village « Covid » est exploité par le personnel communal. Sur le plan médical, le médecin communal est le responsable ou le superviseur. En 4 semaines nous avons équipé le site. Nous avons fait les aménagements et avons dû prévoir les équipes de telles manières qu'on soit ouvert à la date prévue, c'est à dire le 16 novembre. Aujourd'hui, il n'y a pas une affluence extraordinaire. Nous avons dimensionné le site pour faire 1.000 tests par jour. Aujourd'hui, pour donner un ordre de grandeur, seulement 30 tests ont été effectués puisqu'il faut le faire sur base d'une prescription médicale ou d'un numéro communiqué par le centre de tracing. C'est la même chose dans les autres centres de test qui ont été montés ailleurs. La situation va plus que probablement fortement changer dès lundi. La politique fédérale vise pour l'instant à ne tester que les cas symptomatiques alors qu'à partir de lundi on devrait également revenir aux cas asymptomatiques. Cela nous a permis de commercer doucement et de se familiariser avec le système. Lundi nous serons prêts à faire face à ce qui devrait être un nouveau rush.

Sur le terrain la collaboration avec la « COCOM » est très positive. Très concrètement, sur le terrain, ça marche très bien mais ça montre, à mon sens, une fois de plus qu'il est indispensable de pouvoir s'appuyer sur les communes notamment de par la multidisciplinarité de nos services. C'est un avantage indéniable. L'équipe qui est mise en place pour animer le centre se compose du médecin communal qui coordonne l'aspect médical, d'un coordinateur administratif communal détaché à temps plein et d'une trentaine de volontaires venant de différents services. Nous avons fait attention à ce que les volontaires ne travaillent pas au sein des services essentiels de la commune. Avec ces 30 volontaires, à l'heure actuelle, nous sommes capables d'opérer le centre. Nous prévoyons pour l'instant de l'opérer durant à peu près 4 mois mais, évidemment, on pourra prolonger si besoin. Concernant l'aspect infirmier, nous avons trois sources d'appoint de personnel avec des infirmières communales, notamment les infirmières actives dans les crèches. Comme G. VERSTRAETEN y a fait allusion, on a pu faire appel à un consortium mis en place par la « COCOM ». Ce consortium nous fournit des infirmières en fonction de la demande. En troisième lieu, le marché est passé ce mardi au Collège, nous avons fait un contrat avec une agence d'intérim spécialisée dans les métiers médicaux, ce qui permettra aussi de faire appel à ces ressources-là. Je souhaiterais à nouveau publiquement adresser mes félicitations à tous les acteurs qui ont rendu possible ce village de testing, ce qui, à mon sens, relève d'une très belle réussite et constitue une belle performance pour nos services.

G. BORDONARO :

Je vous félicite monsieur le Bourgmestre ! Vous avez expliqué lors de la dernière réunion entre chefs de groupe, mais ceci n'a pas encore été formalisé, que le remboursement de « l'INAMI » se faisait uniquement si on parvenait à atteindre les 1.000 tests par jour. Ne connaissant pas l'évolution de la situation et ne sachant pas si ces 1.000 tests seront garantis, « l'INAMI » va-t-il tout de même rembourser la commune, même si nous sommes en-deçà des 1.000 tests ? Par rapport à mes questions quant aux services concernés, vous évoquez le fait qu'il s'agit de services non essentiels. Maintenant, il nous reste à deviner quels sont les services non essentiels au sein de la commune. Est-ce qu'il y aura un impact important sur la population suite à ce transfert ? Je pense que cela serait bien de le préciser.

G. VAN GOIDSENHOVEN :

Effectivement, il était indispensable qu'un village de test puisse voir le jour dans notre partie de Bruxelles fortement impactée par la pandémie. On peut regretter que ce soit de la responsabilité de la « COCOM », que ce village de test n'ait pu fonctionner à une date moins avancée, même si, évidemment, elle rendra d'éminents services dans les semaines qui viennent. Vous avez dit que pour l'instant l'équipe disponible de 30 personnes environ est insuffisante. Vous l'avez aussi mentionné vous-même, la semaine prochaine, la stratégie de test va profondément évoluer. Il y aura vraisemblablement plus de demandes. D'ailleurs, on peut se réjouir que ce village puisse servir de façon plus intensive afin de faire reculer cette fâcheuse maladie. Qu'en est-il du personnel ? Va-t-on pouvoir suivre ? A-t-on des ressources ? Y a-t-il encore des candidats appelables pour compléter l'équipe qui est aujourd'hui sans doute suffisante mais qui subira une pression beaucoup plus grande dès l'entame de la semaine prochaine ?

G. VERSTRAETEN :

Ja, gefeliciteerd voor het werk om de testcentrum op te zetten, en dat u daarin geslaagd bent op een zeer korte tijd. Ik heb een beetje dezelfde vraag als G. VAN GOIDSENHOVEN : 4 maanden is een lange tijd om te blijven opereren voor vrijwilligers van bepaalde gemeentelijke diensten. Dat wordt misschien ook nog een uitdaging, zeker dat volgende maandag de testen uitgebreid zullen worden.

Monsieur le Bourgmestre-Président :

Effectivement, au début la contrainte était de devoir faire 1.000 tests par jour pour pouvoir accéder au remboursement de « l'INAMI ». Le système a changé depuis. Pour l'instant, il faut tenir 1.000 tests par jour sur l'ensemble de la région. On peut donc mutualiser avec d'autres villages de test. Cela ne devrait pas poser de difficultés. Quant au personnel, il faut 4 personnes par jour pour opérer le centre sur le plan administratif. Quand on a une réserve de 30 personnes, cela permet de ne pas mettre les mêmes services tout le temps à contribution. Je pense que, pour l'instant, on peut voir sereinement le futur, sachant aussi qu'au début les personnes avaient une petite crainte de venir dans le centre. Maintenant, les gens voient que les conditions sont tout-à-fait adéquates, nous pourrons peut-être compter sur un afflux supplémentaire de personnel. Par rapport aux autres services, avec un départ qui n'est pas permanent il n'y a pas trop de poids sur la qualité du travail habituel.